

des dollars, les provinces vont continuer à recevoir davantage que ce qu'elles recevaient. Cependant, c'est le taux de croissance qui lui va aller en régressant. Mais les provinces vont continuer à recevoir plus d'argent, sauf que le taux de croissance ira en diminuant.

• (1620)

[Traduction]

M. Jim Peterson (Willowdale): Madame la Présidente, pendant les quelques années où j'ai eu l'honneur de siéger ici à titre de député, il y a eu des débats mémorables. Parmi ceux qui m'ont le plus marqué, notons celui qui a porté sur l'avenir du Canada lui-même et sur la question du référendum québécois, et également sur la séparation du Québec.

A une autre occasion, nous avons parlé du rapatriement de la Constitution et de la mise en application de la Charte des droits et libertés qui mettrait les droits des Canadiens au-dessus de ceux de tout législateur, y compris nous tous qui sommes ici dans cette enceinte.

Aujourd'hui, nous poursuivons un débat qui aura des conséquences très importantes, sinon tout aussi importantes, pour l'avenir de notre pays et celui des Canadiens.

Nous débattons des dépenses. Nous débattons d'un budget. Mais ce qui rend ce débat si spécial, c'est l'orientation proposée dans ce budget et l'orientation du débat lui-même. Nous avons devant nous un gouvernement qui a fait du déficit sa priorité. De ce côté-ci de la Chambre, nous ne disconvenons pas que le déficit national du Canada soit une grave préoccupation pour tous les Canadiens. Reste à savoir, toutefois, jusqu'où nous sommes prêts à aller pour régler ce problème.

Deux solutions s'offrent à nous qui, j'ose l'affirmer à tous les députés, détermineront l'avenir économique de notre pays pendant des années à venir. Nous avons ici un budget qui met l'accent sur les forces du marché, sur un laissez-faire qui permettrait aux sociétés d'agir à leur guise. Les étrangers peuvent mettre la main sur n'importe quelle de nos sociétés, même celles dont nous avons soutenu le développement en puisant dans les deniers publics. Ce sont des sociétés telles Connaught, Lumonics, des sociétés qui sont à l'avant-garde de la technologie. Pourtant, nous avons dit qu'elles pouvaient passer aux mains des étrangers, au risque de voir les Canadiens perdre à jamais ce qu'ils ont construit ici, au Canada.

Ce budget nous dit que les Canadiens ne sont pas les maîtres de leur avenir. Nous pouvons céder le contrôle des sociétés canadiennes à des sociétés étrangères. Un

Pouvoir d'emprunt—Loi

ministre n'a-t-il pas dit: «Il faut laisser faire, c'est bon pour nous.»

• (1630)

Vous avez là, madame la Présidente, une idée des perspectives que nous offrent les députés de l'autre côté. Qu'ont-ils fait vraiment pour tenter de réduire le déficit? C'est une fois de plus l'occasion pour nous de déterminer l'avenir économique de notre pays, car un budget n'est pas seulement une façon de percevoir des recettes, mais c'est aussi une façon pour un gouvernement d'établir ses priorités. C'est une façon de déterminer, au-delà des belles paroles, où le gouvernement est disposé à dépenser son argent. A quoi exactement a-t-il consacré son argent?

Il est bien vrai, madame la Présidente, qu'il y a loin des belles paroles aux lèvres aux mesures concrètes. Il y a trois jours exactement, le 28 avril, le premier ministre (M. Mulroney) disait à la Chambre: «Même si le Canada se débat contre un grave problème financier, le gouvernement prend la défense des Canadiens.» Voici les Canadiens dont il a pris la défense: les personnes âgées, qui perdent une partie de leur sécurité de la vieillesse; les parents, dont les allocations familiales sont réduites, et nos enfants qui veulent aller à l'université ou au collège communautaire. Les paiements de transfert aux provinces sont réduits. Qu'arrive-t-il à nos jeunes enfants? Le gouvernement est revenu sur sa promesse de créer 200 000 nouvelles places de garderie. Qu'advient-il de nos sans-abri? Le budget de la SCHL a été réduit de 49 millions de dollars. Et les malades? Les paiements de transfert versés aux provinces au titre de l'assurance-maladie ont été réduits. Les coupes n'épargnent pas non plus les prestations des chômeurs.

On n'a rien fait pour aider le million d'enfants canadiens qui vivent sous le seuil de la pauvreté. Le budget n'a rien prévu pour les trois millions de Canadiens qui vivent actuellement sous le seuil de la pauvreté, aucun programme nouveau qui pourrait leur venir en aide. Qu'a-t-on fait pour aider les cinq millions de Canadiens qui sont des analphabètes fonctionnels et ne pourront profiter pleinement des débouchés sur le marché du travail à l'avenir? Rien. Jetez un coup d'oeil sur les régions défavorisées du Canada. Les crédits au développement régional ont été réduits de 240 millions de dollars pour l'an prochain et de 400 millions de dollars pour les années suivantes.

Les ententes de développement économique régional, qui représentaient 1,6 milliard de dollars, ont pris fin le 31 mars et n'ont pas été renouvelées.